



RCS : GRENOBLE

Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2004 B 01897

Numéro SIREN : 479 913 964

Nom ou dénomination : A B IMMO

Ce dépôt a été enregistré le 08/07/2013 sous le numéro de dépôt A2013/006202

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
**GRENOBLE**



1099526

**Dénomination :** A B IMMO  
**Adresse :** 12 avenue Cité Labeye 38400 Saint-martin-d'heres -  
FRANCE-  
  
**n° de gestion :** 2004B01897  
**n° d'identification :** 479 913 964  
  
**n° de dépôt :** A2013/006202  
**Date du dépôt :** 08/07/2013

**Pièce :** Décision(s) de l'associé unique du 24/05/2013



1099526

**AB IMMO**

Société à responsabilité limitée au capital de 2.000 euros  
Siège social à 38400 SAINT MARTIN D'HERES – 12, Avenue Cité Labeye

479 913 964 RCS GRENOBLE

 **ORIGINAL**

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE**

**DU 24 MAI 2013**

TRIBUNAL de COMMERCE  
Déposé au GREFFE le :

L'an deux mille treize,  
Le vingt-quatre mai,  
A dix-sept heures,

03 JUL. 2013

Monsieur Eric ABBINANTE, Associé unique de la ~~Société AB-IMMO, Société à~~ Responsabilité Limitée au capital de 2.000 euros, divisé en 2.000 parts sociales de 1 euro de nominal chacune, dont le siège est à 38400 SAINT MARTIN D'HERES – 12, Avenue Cité Labeye, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de GRENOBLE sous le numéro 479 913 964 R.C.S. GRENOBLE, en sa qualité de propriétaire de la totalité des 2.000 parts sociales représentant le capital social de ladite société,

**APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIIT :**

- ◇ en sa qualité de seul gérant, l'Associé unique a établi et arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ; Conformément aux dispositions des articles L. 232-1 et R. 232-1-1 du Code de commerce, et les conditions prévues par ces dispositions étant pleinement remplies, le gérant n'a pas établi de rapport de gestion sur les opérations de l'exercice.

**A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVE A :**

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012,
- Affectation des résultats de cet exercice,
- Mention des conventions visées à l'article L. 223-19 du Code de commerce,
- Présentation du rapport du Commissaire à la transformation sur la situation de la société, l'évaluation des biens et les avantages particuliers du rapport sur la situation de la société,
- Transformation de la société en société par actions simplifiée,
- Adoption des statuts de la société sous sa nouvelle forme,
- Nomination du Président ; détermination de ses pouvoirs et rémunération,
- Changement de la date de clôture de l'exercice social,
- Dispositions transitoires,
- Pouvoirs à conférer pour l'accomplissement des formalités.

AE

### **PREMIERE DECISION**

L'Associé unique, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012 comprenant le compte de résultat, le bilan et l'annexe, tels qu'ils ont été établis par lui en sa qualité de gérant, faisant ressortir un bénéfice net comptable de 135 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes.

### **DEUXIEME DECISION**

L'Associé unique décide de d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé s'élevant à la somme de 135 euros en intégralité au compte « Autres réserves »

### **Rappel des dividendes antérieurement distribués**

L'Associé unique reconnaît en outre que, conformément aux dispositions de l'article 243 Bis du Code Général des Impôts, il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices sociaux précédents.

### **TROISIEME DECISION**

L'Associé unique indique qu'aucune convention visée à l'article L. 223-19 du Code de commerce n'est intervenue durant l'exercice écoulé.

### **QUATRIEME DECISION**

L'Associé unique, après avoir entendu la lecture :

- du rapport du Commissaire à la transformation, relatif notamment, conformément aux dispositions de l'article L. 224-3 du Code de commerce, à l'évaluation des biens composant l'actif social et aux avantages particuliers consentis au profit des associés ou de tiers et du rapport sur la situation de la société,
- du rapport de la gérance,

approuve expressément l'évaluation résultant du rapport du Commissaire à la transformation et prend acte, au vu de ce rapport, qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers,

et constatant que toutes les conditions légales requises se trouvent remplies,

décide, par application des dispositions des articles L. 223-43 et L. 227-3 du Code de commerce, de transformer la société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette transformation, régulièrement effectuée, n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La dénomination, la durée de la société, son objet et son siège social ne sont pas modifiés.

AE

Son capital reste fixé à la somme de 2.000 euros. Il sera désormais divisé en 2.000 actions de 1 euro chacune de nominal, entièrement libérées, qui seront intégralement attribuées à l'Associé unique.

#### **CINQUIEME DECISION**

L'Associé unique, comme conséquence de la décision de transformation de la société en société par actions simplifiée, décide de remplacer les statuts régissant la société sous sa forme ancienne et adopte en conséquence le texte des nouveaux statuts dont il reconnaît avoir pris connaissance et qui demeurera annexé au présent procès-verbal, après avoir été signé dans les mêmes conditions.

#### **SIXIEME DECISION**

L'Associé unique, constate que du fait de la transformation de la société en société par actions simplifiée, les fonctions de Monsieur Eric ABBINANTE, gérant, prennent fin ce jour, et nomme, en qualité de Président de la société, sans limitation de durée :

- Monsieur Eric ABBINANTE, demeurant à 38610 GIERES – 7, Allée du Vercors.

Conformément aux dispositions des nouveaux statuts, le Président assumera, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et représentera celle-ci à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions exercées collectivement par les associés.

L'Associé unique prend acte de la décision de Monsieur Eric ABBINANTE d'exercer gratuitement son mandat et l'en remercie.

Il continuera toutefois à avoir droit au remboursement, sur justificatifs, de ses frais d'emploi, voyages, déplacements et réceptions, exposés dans l'intérêt de la société.

#### **SEPTIEME DECISION**

L'Associé unique, décide de modifier les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice de la société, qui seront désormais respectivement le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 juin, avec une clôture au 30 juin 2013 de l'exercice social actuellement en cours.

L'associé unique décide en conséquence de modifier corrélativement l'article 18 des statuts de la manière suivante :

*L'exercice social commence le premier juillet de chaque année et se termine le trente juin de l'année suivante.*

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés par actions simplifiées.

AE

L'Associé unique qui statuera sur les comptes de l'exercice en cours sera convoqué et délibérera conformément aux règles fixées par les nouveaux statuts et les dispositions de la loi relative aux sociétés par actions simplifiées ; elle statuera également sur le quitus à accorder à la gérance.

Les bénéfices de l'exercice en cours seront affectés et répartis suivant les dispositions des statuts de la société sous sa forme par actions simplifiée.

### **HUITIEME DECISION**

L'Associé unique, confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce.

\*\*\*

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par l'Associé unique et qui a été consigné dans le registre spécial prévu à cet effet par les dispositions du Code de commerce.

**Monsieur Eric ABBINANTE**



Enregistré à : SIE DE GRENOBLE-CHARTREUSE

Le 11/06/2013 Bordereau n°2013/1 026 Case n°14

Enregistrement : 125 € Pénalités :

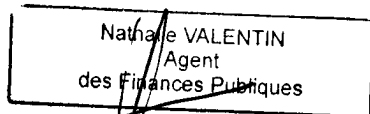
Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent des impôts

**DUPLICATA**

Nathalie VALENTIN  
Agent  
des Finances Publiques



**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
**GRENOBLE**



1099527

**Dénomination :** A B IMMO  
**Adresse :** 12 avenue Cité Labeye 38400 Saint-martin-d'heres -  
FRANCE-

**n° de gestion :** 2004B01897  
**n° d'identification :** 479 913 964

**n° de dépôt :** A2013/006202  
**Date du dépôt :** 08/07/2013

**Pièce :** statuts mis à jour



1099527

**AB IMMO**

Société par actions simplifiée au capital de 2.000 euros  
Siège Social à 38400 SAINT MARTIN D'HERES – 12, Avenue Cité Labeye

479 913 964 RCS GRENOBLE

TRIBUNAL de COMMERCE  
Déposé au GREFFE le :

28 JUIL. 2013

Sous le N° 6202

**STATUTS**

**Annexés au procès-verbal des décisions de l'Associé unique en date du 24 mai 2013**  
(Transformation de la société en Société par Actions Simplifiée)

A large, stylized handwritten signature or stamp, possibly reading 'AB', is written over the text of the document.

## **ARTICLE 1er – FORME**

La société AB IMMO, constituée initialement sous la forme de société à responsabilité limitée a, en application des dispositions des articles L. 223-43 et L. 227-3 du Code de commerce, adopté, à compter du 24 mai 2013, la forme de société par actions simplifiée suivant décision de l'Associé unique en date du même jour.

Cette société continue d'exister entre les mains du propriétaire des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés et ne peut faire appel public à l'épargne.

## **ARTICLE 2 - DÉNOMINATION**

La dénomination sociale est :

### **AB IMMO**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

En outre, la société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal ou greffe auprès duquel elle est immatriculée à titre principal au Registre du Commerce et des Sociétés et son numéro d'immatriculation.

## **ARTICLE 3 – OBJET**

La société a pour objet, en France et à l'Etranger :

- l'activité de marchand de biens,
- l'acquisition de tous terrains en vue de leur cession après les avoir lotis,
- l'achat et la vente de tout bien immeuble sous quelque forme que ce soit,
- la construction, la vente et la rénovation d'immeubles,
- la vente d'immeubles en l'état futur d'achèvement,
- la location de tout bien immeuble meublé ou non sous quelque forme que ce soit,
- et généralement, toutes opérations financières, commerciales et mobilières, immobilières, pouvant se rattacher de manière directe ou indirecte à cet objet social ou à toute activité complémentaire ou connexe,
- la participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

La société pourra faire ces opérations soit seule, soit en participation ou en société, et ce par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, fusion, alliance, société en participation ou groupement d'intérêt économique.

#### **ARTICLE 4 - SIÈGE**

Le siège social est fixé à 38400 SAINT MARTIN D'HERES – 12, Avenue Cité Labeye.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par décision du Président, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

#### **ARTICLE 5 - DURÉE**

La durée de la société est de quatre vingt dix neuf (99) années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

#### **ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL**

Monsieur Eric ABBINANTE a apporté en numéraire à la société lors de la constitution, une somme de DEUX MILLE (2.000) euros. Laquelle somme a été intégralement versée, conformément à la loi, le 10 décembre 2004 au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la LYONNAISE DE BANQUE – Groupe CIC – Agence de 38100 GRENOBLE (Isère) – 22, Avenue de Valmy, ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par ladite banque le 10 décembre 2004.

#### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à DEUX MILLE EUROS (€ 2.000).

Il est divisé en deux mille (2.000) actions d'une valeur nominale de un euro (€ 1) chacune, appartenant toutes à Monsieur Eric ABBINANTE, associé unique.

#### **ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PREFERENCE**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

## **ARTICLE 9 – FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES**

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émises par la société revêtent obligatoirement la forme nominative. Elles sont inscrites en compte au nom de leur propriétaire.

## **ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DU CAPITAL**

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit, par décision de l'associé unique par les moyens et selon les modalités prévus par la loi pour les sociétés anonymes.

## **ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT**

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Les cessions ou transmissions d'actions de l'associé unique, quelle qu'en soit la forme, s'effectuent librement.

Il en est de même des valeurs mobilières donnant accès au capital, souscrites par l'associé unique. Toutefois, leur cessionnaire et tout cessionnaire successif ne peuvent eux-mêmes les céder ou les transmettre sous quelque forme que ce soit, sans l'agrément préalable de la société, dans les conditions prévues à l'article 24 applicables après la perte du caractère unipersonnel de la société.

## **ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL**

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

### **ARTICLE 13 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ – DIRECTEUR GENERAL**

La société est dirigée et représentée par un président - le président de la société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, associés ou non.

Le président de la société et les directeurs généraux sont désignés pour une durée limitée ou non, par l'associé unique.

Le président de la société et les directeurs généraux peuvent résilier leurs fonctions en prévenant l'associé unique un mois au moins à l'avance. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'associé unique. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués à l'associé unique par les dispositions légales ou les présents statuts.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, le ou les directeurs généraux conservent, sauf décision contraire de l'associé unique, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que ceux attribués par le présent article au président de la société, à l'exclusion des pouvoirs propres consentis au président par les autres articles.

Le président de la société et le ou les directeurs généraux ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés par l'associé unique.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 2323-62 du Code du travail, exclusivement auprès du président de la société.

### **ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS**

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et un dirigeant sont mentionnées au registre des décisions sociales.

Lorsque le dirigeant n'est pas associé, les conventions intervenant entre lui et la société, directement ou par personne interposée, sont soumises à l'autorisation préalable de l'associé unique.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux dirigeants de la société, personnes physiques, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, président de la société. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

### **ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le contrôle de la société peut être exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

### **ARTICLE 16 – OBJET DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE**

Les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les dispositions légales applicables aux sociétés par actions simplifiées comprenant plusieurs associés sont exercés par l'associé unique qui, en cette qualité, ne peut déléguer ses pouvoirs et prend les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, en ce inclus les distributions d'acomptes sur dividendes,
- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux, fixation de leur rémunération et de la durée de leurs fonctions,
- nomination, le cas échéant, des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés,
- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- prorogation de la durée de la société,
- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs.

L'associé unique statue enfin sur toute autre proposition concernant la conduite des affaires sociales et sur les opérations et décisions visées à l'article 14.

#### **ARTICLE 17 - INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE**

S'il n'exerce pas lui-même la présidence de la société, l'associé unique a, sur tous les documents sociaux, un droit de communication permanent qui lui assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de ses droits.

En outre, sont tenus à sa disposition quinze (15) jours au moins avant la date où il est appelé à les approuver, les comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution.

Pour toute autre consultation, le président de la société non associé adresse ou remet à l'associé unique avant qu'il ne soit invité à prendre les décisions qui lui incombent, le texte des projets de résolution et le rapport du président de la société ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

#### **ARTICLE 18 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année et finit le 30 juin de l'année suivante.

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit, le cas échéant, un rapport de gestion.

Ces documents comptables et, le cas échéant, ce rapport sont mis à la disposition, s'il en existe un, du commissaire aux comptes un mois au moins avant la date à laquelle l'associé unique est appelé à les approuver ou, si ce dernier n'exerce pas lui-même la présidence, un mois au moins avant la date à partir de laquelle il peut exercer son droit d'information.

L'associé unique approuve les comptes, après, s'il y lieu, rapport du commissaire aux comptes, dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également approuvés par l'associé unique dans ce délai.

#### **ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut, en tout ou en partie, être reporté à nouveau, être affecté à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou être appréhendé par l'associé unique à titre de dividende. La décision est prise par l'associé unique.

En outre, l'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

## **ARTICLE 20 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION**

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure prévue par la loi s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision de l'associé unique à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'associé est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'associé unique.

## **ARTICLE 21 – LIQUIDATION**

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par la loi, notamment lorsque l'associé unique est une personne morale.

L'associé unique règle le régime de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

L'actif net, après remboursement du nominal des titres de capital, est attribué à l'associé unique.

## **ARTICLE 22 - PERTE DU CARACTÈRE UNIPERSONNEL**

L'existence de plusieurs associés entraîne la disparition du caractère unipersonnel de la société. Telle est la conséquence notamment de la survenance d'une indivision sur les actions, en pleine propriété ou en nue-propriété, chaque indivisaire ayant la qualité d'associé.

La société se trouvera alors régie par les dispositions propres aux sociétés par actions simplifiées dont le capital est la propriété de plusieurs associés, ainsi que par les dispositions des présents statuts pour autant qu'elles ne sont pas spécifiques à la société par actions simplifiée unipersonnelle ni contraires aux articles 23 à 32 ci-après et sans préjudice de la faculté laissée alors aux associés de modifier les statuts.

La société retrouvera son caractère unipersonnel dès la réunion de toutes les actions dans une même main. Elle adoptera à nouveau le fonctionnement d'une société par actions simplifiée unipersonnelle selon les dispositions des articles 1 à 21.

### **ARTICLE 23 – MODIFICATIONS DU CAPITAL - ROMPUS**

En cas d'émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, la transmission du droit de souscription à ces titres ou valeurs est soumise aux dispositions prévues à l'article 24 pour la transmission des titres eux-mêmes. Ces dispositions sont également applicables en cas de renonciation individuelle d'un associé à son droit préférentiel de souscription.

Les augmentations et réductions du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ». Dans ce cas, comme chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque notamment par conversion, échange ou attribution, les titulaires possédant un nombre de titres inférieur à celui requis pour exercer ce droit doivent faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des titres nécessaires.

La société a toujours la faculté d'exiger, par une décision des associés, le rachat de tout ou partie de ses propres actions de préférence.

### **ARTICLE 24 – TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT**

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, quel qu'en soit le bénéficiaire sauf s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision collective des associés.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour le calcul de la majorité.

Si la société refuse d'agréer la transmission, le président de la société doit, dans le délai de trois mois à compter du refus faire acquérir les valeurs mobilières, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet. La société peut également, avec l'accord du cédant, racheter les valeurs mobilières. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, l'achat ou le rachat des titres n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est acquis.

#### **ARTICLE 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE**

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le Président (ou le commissaire aux comptes s'il en a été désigné un) présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Les interdictions prévues à l'article 14 s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article au président de la société et aux directeurs généraux.

#### **ARTICLE 26 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

Les pouvoirs dévolus à l'associé unique dans le cadre de la société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés dans les formes et conditions ci-après prévues.

#### **ARTICLE 27 - OBJET DES DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

Les décisions qui sont prises collectivement par les associés sont les suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, en ce inclus les distributions d'acomptes sur dividendes,
- examen du rapport sur les conventions visées à l'article 25 et décisions s'y rapportant,
- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux, détermination de la durée de leurs fonctions, fixation de leur rémunération,
- nomination, le cas échéant, des commissaires aux comptes.
- agrément préalable des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,

- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés,
- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- prorogation de la durée de la société,
- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs, fixation de leurs pouvoirs et de leur rémunération.

Les associés statuent également sur toute proposition concernant la conduite des affaires sociales.

## **ARTICLE 28 – FORME DES DÉCISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives des associés résultent au choix du président de la société d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent également, quel qu'en soit l'objet, résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président de la société.

La convocation est faite dix (10) jours au moins avant la date de la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se réunir sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés et y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulée par les mots « oui » ou « non ». La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, peut requérir l'inscription de projets de résolution dans les conditions définies par le code du travail. A cet effet, le comité est avisé en temps utile de la date où doivent être prises les décisions collectives et il doit adresser ses demandes d'inscription vingt jours au moins avant cette date.

## **ARTICLE 29 - PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES**

Tout associé a droit de participer aux décisions collectives dès lors que ses titres de capital sont inscrits en compte à son nom.

Les propriétaires indivis de titres de capital sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun de leur choix.

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote attaché au titre de capital appartient à l'usufruitier pour les décisions relatives à l'affectation du résultat et au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions.

L'associé peut se faire représenter à l'assemblée par son conjoint, par le partenaire avec lequel il est lié par un Pacte civil de solidarité ou par un autre associé justifiant d'un mandat.

La société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme ne faisant pas appel public à l'épargne, privés du droit de vote par la loi, seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf dispositions contraire des présents statuts.

## **ARTICLE 30 – REGLES DE MAJORITE POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives sont adoptées à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote, présentes ou représentées.

Toutefois, les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de Commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation de l'engagement des associés,
- changement de la nationalité de la société.

### **ARTICLE 31 - PROCÈS VERBAUX**

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

### **ARTICLE 32 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES**

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés dix (10) jours au moins avant la date où ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.